

SOCIÉTÉ

societe.union@sonapresse.com

Taxis : l'heure de l'arraisonnement

Rudy HOMBENET ANVINGUI
Libreville/Gabon

DEPUIS un peu plus d'une semaine, les véhicules à usage de taxi se font de plus en plus rares dans la circulation à Libreville. Ce qui occasionne une gêne

considérable pour les usagers privés de moyens de transport aussi bien urbain que suburbain. Difficile d'aller d'un point à un autre sans souffrir de la longue attente consécutive à cette rareté. À l'origine de cette situation, l'opération d'arraisonnement des transports urbains et suburbains non en règle décidée par l'Hôtel

de Ville. Laquelle vise à vérifier les pièces afférentes à la mise en circulation d'un véhicule à usage de taxi.

D'après le premier adjoint au maire de la commune de Libreville, Serge William Akassaga Okinda, il s'agit d'une opération qui vise à vérifier "les pièces afférentes à la mise en circulation des transporteurs en commun. Qu'ils soient dans l'urbain, le suburbain ou dans les transports marchandises. À cet effet, il y a le respect des procédures. Une fois que la mise en circulation est effectuée, la mairie a le devoir de vérifier si les véhicules qui transportent nos compatriotes sont conformes aux réglementations municipales et routières de la ville de Libreville."

Cette opération aurait dû commencer plus tôt mais elle se déroule désormais en juin et juillet. "Nous avons lancé cet



Photo: Scott Ngokila

Une pénurie de taxis se fait ressentir ces derniers jours à Libreville.

arraisonnement un peu plus tard parce que nous laissons du temps aux transporteurs de se mettre à jour", explique le maire Akassaga Okinda.

Certains usagers estiment aussi que ce serait peut-être l'occasion pour les autorités municipales d'exiger aux exploitants de ces véhicules de transport en commun de soigner également le confort intérieur de certains

de ces taxis hors d'âge ou avec des défauts mécaniques considérables (portières sans manette d'ouverture de l'intérieur, vitres bloquées, inconfortant l'usager par temps de grande chaleur, sièges déchirés, crasseux et parfois sans ressort...).

Il en va aussi du prestige de notre capitale en matière de transport en commun.

Cette conduite d'eau que la SEEG ne veut pas réparer à Bikelé



Photo: SNN

A Bikelé, plusieurs habitants n'ont plus d'eau à cause de cette fuite.

Serge A. MOUSSADJI
Libreville/Gabon

DEPUIS près d'un mois, les populations qui vivent derrière l'église Saint-Luc de Bikelé vivent un calvaire à la suite de la rupture de la conduite d'eau de la SEEG qui les alimente. Le comble est que la Société d'énergie et d'eau du Gabon a été informée de cette situation. Mais, elle ne bouge pas. Comme d'habitude d'ailleurs, elle n'a toujours pas réagi.

"C'est difficile de trouver les mots quand on a l'impression que la SEEG se moque de nous. Les habitants du quartier ont signalé cette fuite à cette entité à plusieurs reprises. Rien n'a changé. Il n'y a plus de pression et l'eau n'arrive plus dans certaines maisons. On pensait que les agents allaient arriver rapidement sur le terrain pour réparer cette conduite d'eau. Mais cela fait près d'un mois

que nous devons faire avec les moyens du bord. Entre-temps, cette société viendra nous présenter des factures pour un service qui n'a pas été consommé", déplore Patrice.

Cette conduite défectueuse n'est pas la seule source de désagrément dans cette zone derrière l'église Saint-Luc de Bikelé. Autour d'elle, de simples tuyaux défectueux laissent couler des mètres cubes d'eau. Au point qu'un ruisseau s'est formé sur la chaussée obligeant les habitants à marcher avec précaution pour ne pas glisser.

La situation est étonnante d'autant que la SEEG, depuis des années, a fait de la lutte contre les fuites son combat. En 2018, elle avait affirmé que les pertes en eau potable à Libreville représentent un volume de 85 400 m³/j, sur les 230 000 m³ d'eau qui sont apportés chaque jour aux Librevillois.

Une telle négligence à Bikelé est donc incompréhensible.

Bienfaisance : Otima et Arna-Amicale offrent des kits scolaires aux enfants de Montalier

AEE
Libreville/Gabon

LES associations Otima et Arna-Amicale qui œuvrent pour la défense des droits des enfants au Gabon se sont rendus du côté de Nzeng-Ayong-Montalier, dans le 6^e arrondissement de Libreville. C'était pour offrir des kits scolaires complets aux enfants pour la prochaine rentrée.

Ce sont 130 apprenants, du primaire au collège et au lycée, qui ont bénéficié de ce don. En présence de leurs parents et des chefs de quartier, qui n'ont pas manqué de manifester leur reconnaissance à l'égard des donateurs. La présidente de l'association Otima, Léa Bongo Valentin, après avoir félicité les enfants pour leurs résultats scolaires satisfaisants, les a encouragés à aller jusqu'au bout.

"Le droit à l'éducation est un



Photo: DR

Les enfants recevant leurs kits scolaires des mains de la présidente d'Otima, Léa Bongo Valentin.

droit pour tous. Aussi bien pour les filles que pour les garçons. Otima et Arna sont ici pour s'assurer que ce droit soit respecté. Tous ensemble c'est un beau village que nous sommes en train de construire. Les enfants, nous croyons en vous et nous vous donnons toutes les clés pour réussir. Maintenant c'est à vous de travailler très très dur à l'école pour rendre fiers vos parents, Otima et Arna", a-t-elle indiqué. Le président

de l'association Arna-Amicale, Édgard Félix Boungoueres, a salué l'engagement de l'association Otima dans le combat de la défense des droits de l'enfant qu'elle mène.

"Ces enfants sont l'avenir du Gabon et c'est aujourd'hui que nous les formons. Ces kits scolaires complets vont contribuer à leur épanouissement, afin qu'ils apprennent dans des meilleures conditions."